

L'Europe de Macron : pas si vite papillon !

Par son discours à la nation au château de Versailles, Emmanuel Macron nous invite à reprendre de la hauteur pour réformer l'Europe. Je salue cette invitation ainsi que l'ambition du président français, qui veut placer l'Europe au centre des enjeux de la France. Il a raison. Oui, c'est vrai, *"l'Europe, c'est nous"*.

Le président français plaide pour *"une Europe plus forte et refondée"*. Il préconise de *"reprendre l'idée européenne à son origine"* et propose que partout en Europe soient rédigées *"des conventions démocratiques pour refonder l'Europe"*.

L'idée est généreuse, et je suis partant pour débattre du futur de l'Europe au sein d'une convention ou ailleurs. Mais ce qui n'apparaît pas dans le discours d'Emmanuel Macron, c'est le chemin à suivre pour changer l'Europe.

Angela Merkel au centre du jeu

J'ai eu le triple privilège de prendre part à des conseils de ministres européens, de contribuer à la Convention constitutionnelle européenne et de participer à une vingtaine de sommets européens en tant que Premier ministre. Ces expériences ont nourri ma réflexion quant aux voies et moyens à emprunter pour rendre à l'Union européenne son rôle de protecteur de ses citoyens et de stimulateur de progrès pour tous.

Le président Macron se présente à l'opinion comme l'orchestrateur du nouveau avec Angela Merkel. Il est vrai que sans l'Allemagne, rien n'est possible. Mais penser que la Chancelière va tout à coup changer de cap pour faire plaisir au président français relève d'une certaine candeur.

Angela Merkel est là depuis douze ans. Avec Nicolas Sarkozy, elle a pris de très mauvaises décisions après la crise financière de 2008. Elle a été la championne de cette austérité qui cause tant de misère dans nos pays européens et dont les citoyens européens souffrent encore terriblement. Elle a serré la vis jusqu'à l'étranglement des peuples pour éviter le moindre geste de solidarité envers la Grèce, l'Espagne ou le Portugal.

Avec l'expérience et le recul, je m'autorise à faire part à Emmanuel

Macron de quelques suggestions afin de *"retrouver le souffle premier de l'engagement européen"*.

Investissements publics

Il convient d'abord d'assouplir les ravageuses contraintes budgétaires européennes. L'un des drames de l'Europe, c'est le manque d'investissement public. Ce manque est causé par les mesures de contraintes budgétaires et par les règles comptables européennes. Tant pour le bien collectif que dans une perspective de relance de l'activité économique, il faut les modifier. Les Etats membres doivent récupérer des marges de manœuvre budgétaires pour concrétiser des investissements permettant par exemple la construction d'hôpitaux, d'écoles, de maisons de repos ou de réseaux de transports publics.

Il y a ensuite l'insoutenable concurrence entre travailleurs européens. Il est insupportable, pour les citoyens des pays fondateurs de l'Union européenne, de voir que des travailleurs issus de pays arrivés plus récemment sont préférés à la main-d'œuvre locale en raison du fait qu'ils ne touchent que des salaires de misère et ne paient, via leurs employeurs, que

de très faibles cotisations sociales.

Cette concurrence déloyale entre les travailleurs européens est encouragée par la tristement célèbre directive sur les *"travailleurs détachés"*. Si le président français veut réellement que les citoyens se remettent à aimer l'Europe, il doit mettre un terme à cette compétition qui tire nos travailleurs vers le bas. Pour ma part, je pense que le paiement des cotisations sociales doit s'opérer systématiquement dans le pays où les personnes travaillent effectivement, et bien entendu aux taux en vigueur dans ce pays. Tous les travailleurs, même en provenance de l'étranger, prestant leur activité en Belgique ou en France, doivent payer leurs cotisations dans ces pays. De même, tous les employeurs recourant à des citoyens étrangers pour effectuer des tâches en Belgique ou en France doivent payer leurs cotisations patronales sur les lieux de travail.

Un espace européen avancé

Dix-neuf des désormais vingt-sept pays européens partagent une monnaie commune : l'euro. Je pense que ces dix-neuf pays devraient s'entendre pour construire un espace européen avancé. Ils devraient accomplir sans délai de grands efforts de convergence des politiques industrielles, économiques et fiscales, indépendamment des huit autres pays. Ils pourraient ainsi mettre en haut de l'agenda les préoccupations sociales et environnementales des citoyens. Ils pourraient aussi, dans la foulée, démocratiser le fonctionnement de l'Europe et renouer le lien avec les différentes populations.

Des compétences spécifiques

pourraient être confiées aux seuls commissaires européens issus de la zone euro. Quant au contrôle démocratique parlementaire, il pourrait être exercé par les députés des dix-neuf pays siégeant au sein du Parlement européen et par les députés nationaux désignés par leur parlement national. La Banque centrale européenne, de son côté, se verrait attribuer les mêmes pouvoirs que ceux de la Federal

Reserve Bank américaine. Son mandat serait revu pour donner la priorité au plein-emploi et à une croissance durable, et plus seulement à la stabilité des prix.

Reprendre de la hauteur

L'expérience de ma participation à

la Convention constitutionnelle européenne m'a montré à quel point les idées foisonnent au sein d'une telle enceinte. Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, nous avons produit avec Jean-Luc Dehaene un travail formidable pour redonner du souffle à l'Europe. Malheureusement, les chefs d'Etat et de gouvernement en ont raboté l'essentiel.

Emmanuel Macron fait œuvre utile en replaçant l'Europe au centre de nos préoccupations. Au-delà de sa volonté de convoquer les peuples aux rendez-vous des Conventions, il lui appartient de convaincre Angela Merkel, mais aussi ses autres collègues du Conseil européen, de la nécessité de répondre aux grandes questions que j'ai évoquées. On jugera notamment le nouveau président français à sa capacité de créer une nouvelle dynamique en Eu-

rope. Oui Monsieur Macron, tel est le prix si nous voulons "reprendre de la hauteur".

→ Les intertitres sont de la rédaction

L'un des drames de l'Europe, c'est le manque d'investissement public.

Elio Di Rupo

Ministre d'Etat et président du PS.

■ Le président français se présente comme l'orchestrateur du renouveau européen, sans clairement définir le chemin à suivre. Permettez-moi donc de lui faire part de quelques suggestions.